

Le Nigéria dans la géopolitique ouest-africaine : atouts et défis d'une puissance émergente

Par **Michel Luntumbue**

18 juillet 2013

Résumé

Longtemps épinglé pour son instabilité politique, ses tensions communautaires et une corruption endémique dans son secteur pétrolier, le Nigéria dispose pourtant d'atouts multiples pour s'imposer comme l'une des puissances africaines incontournables du XXI^{ème} siècle. Pays le plus peuplé d'Afrique, pôle culturel, deuxième puissance économique et troisième puissance militaire du continent, le Nigéria est à la fois un facteur de stabilité dans la sous-région ouest-africaine et un interlocuteur majeur pour les partenaires extérieurs, tant sur le plan sécuritaire que celui du développement.

Mots clés : Afrique de l'Ouest, CEDEAO, démocratie, ECOMOG, Boko Haram, MEND, golfe de Guinée, prévention et gestion des conflits, Nigéria.

Abstract

Nigeria in West African geopolitics: strengths and challenges of an emerging power

Often criticized for his long political instability, its communal tensions and rampant corruption in the oil sector, Nigeria has multiple advantages, however, to establish itself as one of the essential powers of the twenty-first century Africa. The most populous country in Africa, a cultural center, the second economic power, and third military power of the continent, Nigeria is both a factor of stability in the sub-region of West Africa and a central interlocutor on both security and development issues.

Keywords : West Africa, ECOWAS, democracy, ECOMOG, Boko Haram, MEND, Gulf of Guinea, prevention and conflicts resolution, Nigeria.

Citation :

LUNTUMBUE Michel, *Le Nigéria dans la géopolitique ouest-africaine : atouts et défis d'une puissance émergente*, Note d'Analyse du GRIP, 18 juillet 2013, Bruxelles.

URL : <http://www.grip.org/fr/node/941>



Introduction

A l'instar du Brésil, il y a trois décennies, le Nigéria est le pays de toutes les promesses et de tous les défis. État le plus peuplé d'Afrique, avec ses 175 millions d'habitants¹, pôle culturel, deuxième puissance économique et troisième puissance militaire du continent, le Nigéria se profile comme l'une des nations africaines incontournables du XXI^{ème} siècle.

La république fédérale du Nigéria s'étend sur une superficie de 923 768 km², en bordure du golfe de Guinée. Elle partage ses frontières avec quatre pays : le Bénin à l'ouest (773 km de frontières communes), le Niger au nord (1 497 km), le Tchad au Nord-Est (87 km) et le Cameroun à l'est (1 690 km).

Sa position géographique, sur la façade maritime, à mi-parcours entre l'Atlantique Nord et l'Atlantique Sud, confère au territoire nigérian un rôle de pivot, et de point de passage vers l'espace géopolitique sahélien, l'espace maritime du golfe de Guinée et l'Afrique centrale. La présence de riches gisements d'hydrocarbures – pétrole et gaz naturel – ajoute à l'importance stratégique du pays.

Le Nigéria rassemble une mosaïque de quelques 250 communautés culturelles, où prédominent cependant trois grands groupes : les Hausa-Fulani (29%), les Yoruba (21%) et les Igbo ou Ibo (18%). Cette répartition socio-culturelle se double historiquement d'un clivage relatif entre un Nord à majorité musulmane et un Sud chrétien et animiste, qui demeure un facteur déterminant de la géopolitique interne du Nigéria.

Par la continuité communautaire qui le relie aux pays frontaliers (Hausa au Niger, Yoruba au Bénin, etc.), par la présence d'une importante diaspora nigériane dans la région ouest-africaine, mais aussi, à travers l'essor de son industrie du cinéma², ou encore le rayonnement de sa scène artistique, le Nigéria exerce une influence culturelle avérée dans l'ensemble de la sous-région et au-delà sur le continent.

Sur le plan économique, la banque Goldman Sachs a classé le Nigéria parmi les « *Next Eleven* », les « Onze prochains » pays du monde qui suivent les BRICS³, en termes de développement⁴. Au cours de ces dix dernières années, en effet, la croissance économique du Nigéria a avoisiné les 7,4 % par an en moyenne, avant de s'établir à 6,9 % en 2012 et à 6,6 % en 2013⁵.

1. CIA World Fact Book - Nigéria, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ni.html>

2. Connu sous le nom de *Nollywood*, le cinéma nigérian est une industrie majeure, avec une production de 1 000 films par an en moyenne. Second employeur du pays après l'agriculture et quatrième activité économique du Nigéria, *Nollywood* représentent 5 à 10 % du PIB. Laurent Filippi, *Nollywood*, « Le cinéma nigérian à la conquête du monde », France Tvinfo, 2013,

<http://geopolis.francetvinfo.fr/nollywood-le-cinema-nigerian-a-la-conquete-du-monde-17053>

3. Soit le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, cinq puissances qui tendent à se positionner en pôle multilatéral d'une nouvelle dynamique de la gouvernance mondiale.

4. Kathryn Koch, « Après les BRICS, voici les 'Next Eleven' », *La Tribune*, 26 juin 2012,

<http://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20120622trib000705367/apres-les-brics-voici-les-next-eleven.html>;

5. *African economic outlook*, <http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/pays/afrique-de-louest/nigeria/>

Avec ce taux de croissance annuel, le Nigéria pourrait, dans les quinze prochaines années, détrôner l'Afrique du Sud, première économie d'Afrique subsaharienne⁶. Selon les projections, l'économie du Nigéria pourrait même devenir, vers 2050, aussi importante que celle du Canada, de l'Italie ou de la Corée du Sud⁷.

Toutefois, en dépit de ce dynamisme économique et du potentiel culturel et militaire⁸ du Nigéria, son statut de puissance émergente reste encore discuté, en raison notamment de facteurs structurels internes, tant politiques que socio-économiques, qui contraignent la trajectoire nigériane et tendent à différer cette affirmation de puissance⁹. Le pays est notamment confronté à la violence du mouvement islamiste radical Boko Haram, qui constitue un facteur d'instabilité majeur dans le nord-est¹⁰. La région méridionale du delta du Nigéria reste quant à elle l'épicentre d'une piraterie maritime en essor depuis la fin des années 1990, et qui essaime vers d'autres pays riverains du golfe, influençant négativement leurs économies sur une échelle variable¹¹.

Cette Note d'Analyse a pour intention d'évaluer l'adéquation du concept de « puissance émergente » au cas du Nigéria, à la lumière des développements géopolitiques récents, qui ont affecté le complexe de sécurité sous-régional¹². Les crises ivoirienne et malienne, la poussée du radicalisme djihadiste dans l'espace sahélien, la persistance des menaces sécuritaires – dont la piraterie – dans le golfe de Guinée, etc., sont en effet des facteurs déterminants d'une redéfinition du rôle régional du Nigéria. Après avoir brièvement délimité la notion de puissance émergente, notre propos exposera les lignes de force de la politique étrangère du Nigéria, ses stratégies de puissance, et enfin ses perspectives dans un contexte international et sous-régional en mutation.

6. Agnès Ratsimala, « Les 10 économies africaines qui montent », *Slate Afrique*, 6 juin 2012.

<http://www.slateafrique.com/33995/top-10-meilleures-economies-africaines>

7. Eric Le Boucher, « Naissance d'un capitalisme africain ». *Slate Afrique*, 6 juin 2012.

<http://www.slateafrique.com/439/afrique-capitalisme-developpement-economique>

8. Forte de quelques 80 000 éléments d'actifs, l'armée nigériane est de loin la plus importante de la sous-région.

9. Tomi Oladipo, « Could Nigéria join Brics nations? », *BBC*, 26 mars 2013.

<http://www.bbc.co.uk/news/business-21939090>

10. Donu Kogbara, « Nigéria underestimated Boko Haram's brutal power », *The Guardian*, 28 février 2013.

<http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2013/feb/28/Nigeria-underestimated-boko-haram>

11. Voir Luntumbue Michel, « Piraterie et insécurité dans le golfe de Guinée : défis et enjeux d'une gouvernance maritime régionale », Note d'Analyse du GRIP, 30 septembre 2011, Bruxelles, p.7.,

<http://www.grip.org/fr/node/126>

Historiquement, les tensions dans la région du Delta sont liées aux revendications de divers groupes armés, dont certains affirment agir au nom des populations locales, pour une meilleure répartition des revenus pétroliers. C'est particulièrement le cas du Mouvement pour l'émancipation du Delta du Niger (MEND) dont une partie des activistes a adhéré en octobre 2009, à l'offre d'amnistie du gouvernement fédéral, acceptant d'abandonner la lutte armée contre l'intégration dans un programme d'insertion socio-économique.

12. La notion de « complexe régional de sécurité », forgée par le politologue Barry Buzan, renvoie à l'idée d'une interconnexion entre un groupe d'États, dont les préoccupations sécuritaires sont si liées qu'elles ne peuvent être appréhendées isolément les unes des autres. Voir Sihem Djebbi, « Les complexes régionaux de sécurité », Fiche de l'Irsem n° 5, mai 2010, p. 1-2. <http://www.irsem.defense.gouv.fr/spip.php?article74>

1. Le Nigéria, pays émergent dans la nouvelle gouvernance mondiale ?

Bien qu'elle se soit imposée depuis quelques années dans le lexique économique, géopolitique et médiatique, la notion de puissance émergente reste une notion discutée, et imprécise. Sa portée varie selon les auteurs et les critères mobilisés : « *En fait, la notion de "pays émergents" ne correspond à aucune définition économique précise ; leur liste varie selon les auteurs qui se risquent à les désigner. Elle reflète seulement le fait qu'il était devenu difficile, à la fin des années 1990, de nommer indistinctement "pays en voie de développement" des États ainsi qualifiés par souci du politiquement correct et des pays qui l'étaient effectivement*¹³ ». La notion permet ainsi d'acter au sein du groupe des pays dits en développement, des trajectoires économiques de plus en plus différenciées.

Mais, d'une manière générale, le concept d'émergence renvoie également à l'idée d'une recomposition des rapports de pouvoir dans les relations internationales, amorcée depuis la fin de la Guerre froide et l'effondrement de l'ordre mondial bipolaire¹⁴. La notion suggère la mise en place d'une ère de transition dans la gouvernance mondiale, marquée par la montée en puissance d'un ensemble de pays aux profils hétéroclites, mais caractérisés par un développement économique rapide, et par l'expansion de leur influence politique et culturelle. Ces pays revendiquent un rôle politique global à la mesure de leur poids économique.

La catégorie des émergents est dominée par les puissances désignées sous l'acronyme des BRICS¹⁵ – Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud – auxquelles les économistes et institutions financières internationales associent un deuxième cercle d'une dizaine de pays ou plus, aux profils jugés prometteurs, et qui sont appelés, à terme, à jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale¹⁶. Ces prochains émergents se distinguent notamment par la taille de leur population, le poids de leur produit intérieur brut (PIB), l'abondance des ressources naturelles ou encore par une position géographique favorable à l'ouverture et aux échanges commerciaux¹⁷. Bien qu'occultés par la surreprésentation des économies développées et celles des BRICS, ces futurs émergents disposent d'un potentiel qui leur permet déjà de capter une part importante des échanges internationaux (de biens, de services et de capitaux), et de compter de ce fait dans l'économie mondiale¹⁸.

13. Antoine Reverchon et Adrien de Tricornot, « Pays émergents : après la Chine, l'Inde et le Brésil, à qui le tour ? », *Le Monde*, 25 janvier 2010. http://www.lemonde.fr/economie/article/2010/01/25/pays-emergents-apres-la-chine-l-inde-et-le-bresil-a-qui-le-tour_1296186_3234.html

14. Pinar Tank, « The concept of rising powers », *Norwegian Peacebuilding resource center (NOREF)*, juin 2012, http://www.peacebuilding.no/var/ezflow_site/storage/original/application/aa7c23bf5887ab060f1af737a39a000a.pdf

15. Acronyme forgé en 2001 par Jim O'Neill, économiste à Goldman Sachs, les BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) devenus BRICS après l'intégration de l'Afrique du Sud en 2011, tendent à se positionner en pôle multilatéral d'une nouvelle dynamique de la gouvernance mondiale.

16. Axelle Degans, « Ces pays émergents qui font basculer le monde », *Sciences humaines*, 17 janvier 2013, http://www.scienceshumaines.com/ces-pays-emergents-qui-font-basculer-le-monde_fr_27711.html

17. Jean-Louis Martin et Sylvain Laclias, « Les Prochains 13 », *Constructif* n°21, novembre 2008, http://www.constructif.fr/bibliotheque/2008-11/les-%C2%AB-prochains-13-%C2%BB.html?item_id=2890

18. Ibidem.

Le Nigéria, premier pays pétrolier du continent et première puissance démographique africaine avec 60% de la population de la sous-région ouest-africaine, tire des revenus substantiels de son importante manne pétrolière, et dispose d'atouts évidents de par ses réserves de gaz, ses terres arables et sa position géographique privilégiée sur un axe de communication des plus importants. Son dynamisme économique est porté notamment par la demande mondiale de matières premières et de produits de base, qui semble s'inscrire dans la durée¹⁹.

La majeure partie de l'activité économique de l'Afrique de l'Ouest est concentrée au Nigéria. La valeur du PIB du Nigéria, estimée à plus de 400 milliards de dollars américains en 2011, équivaut en effet à 60% du PIB régional de l'Afrique de l'Ouest²⁰. Aussi, ce pays exerce une influence économique conséquente sur toute la région, à travers d'importants investissements, notamment dans le secteur bancaire²¹. Les économies des États limitrophes sont de ce fait fortement tournées vers le marché nigérian.

Au-delà de ce potentiel économique, cependant, les institutions financières et les analystes identifient un ensemble d'indicateurs, socio-politiques pour la plupart, essentiels à l'émergence et à l'expansion d'une économie : parmi eux, la qualité et l'efficacité des institutions et de la gouvernance restent décisives²². Or, le Nigéria, souvent épinglé dans la presse pour ses tensions politiques, ses violences communautaires chroniques et une corruption endémique dans le secteur pétrolier, se trouve confronté à un incontestable défi en matière de gouvernance²³. La croissance économique n'a pas fait reculer la pauvreté ni n'a créé suffisamment d'emplois et environ deux tiers de la population vit encore avec moins d'un dollar par jour²⁴. Malgré cette situation, les atouts du pays restent indéniables pour imposer le Nigéria parmi les puissances africaines du XXI^{ème} siècle.

L'émergence progressive d'une classe moyenne, caractérisée par un esprit d'entreprise dynamique, constitue l'un de ces atouts indéniables²⁵. Cette émergence est elle-même portée par l'essor d'un secteur privé, dont le rôle est déterminant dans les secteurs des télécommunications, du commerce de détail et des services financiers²⁶. Des réformes amorcées à la faveur du retour à la démocratie en 1999, ont notamment restauré la stabilité macro-économique du Nigéria, visé davantage de transparence dans la gouvernance et amélioré en partie l'image généralement négative du pays à l'extérieur, bien que leur impact reste à évaluer dans le temps²⁷.

19. Agnès Ratsimiala, « Les 10 économies africaines qui montent », *Slate Afrique*, 6 juin 2012,

<http://www.slateafrique.com/33995/top-10-meilleures-economies-africaines>

20. West Africa gateway, http://www.oecd.org/swac/publications/Nigeria_e-version_en_light.pdf

21. Ibidem.

Jean-Louis Martin et Sylvain Laclias, op.cit.

23. Ngozi Okonjo, « Nigeria does have a problem with corruption », entretien de la ministre des Finances du Nigéria pour *CNN*, le 18 avril, 2013,

<http://community.vanguardngr.com/video/dr-ngozi-okonjo-iweala-cnn-interview-with-christiane-amanpour-1-1>

24. *African economic outlook*, <http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/pays/afrique-de-louest/nigeria/>

25. Tomi Oladipo, « Could Nigéria join Brics nations? », *BBC*, 26 mars 2013,

<http://www.bbc.co.uk/news/business-21939090>

26. *African economic outlook*, <http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/pays/afrique-de-louest/nigeria/>

27. La réforme du secteur bancaire entreprise depuis 2009 par le gouverneur Lamido Sanusi a débouché sur la sanction de cas de fraude et de mauvaise gestion, tandis que l'Economic and Financial Crimes Commission (EFCC), l'agence fédérale de lutte contre la corruption mise en place en 2002 sous la présidence d'Olosegun Obasando, a

Au cours de cette décennie, la société civile a également émergé, comme l'une des forces motrices derrière les avancées relatives que le Nigéria connaît, en particulier dans la gestion des élections et la lutte contre la corruption²⁸.

Par le poids de son économie, son importance géopolitique, sa présence sur la scène diplomatique africaine, mais aussi son potentiel militaire, le Nigéria reste la puissance structurante de la sous-région ouest-africaine. Avec ses effectifs estimés à 80 000 actifs, l'armée nigériane surclasse en effet les effectifs cumulés de toutes les armées de la sous-région²⁹. Elle a fourni l'ossature de la force d'intervention de la CEDEAO, et constitué le fer de lance des premières opérations de rétablissement de la paix de l'ère post-Guerre froide, lancées par une organisation sous-régionale³⁰.

Outre son implication dans la médiation de différents conflits survenus sur le continent (Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, etc.), la diplomatie nigériane s'est illustrée par sa volonté, notamment sous la présidence d'Olosegun Obasanjo, d'œuvrer à une meilleure insertion du continent africain dans le contexte de la globalisation³¹. À ce titre, le Nigéria pourrait avoir une grande part à jouer dans le processus de transition que traverse le système des relations internationales, marqué par la recherche d'un équilibre entre le multilatéralisme et la mise en place de pôles régionaux.

Les pays émergents sont, en effet, en train de bousculer les rapports de pouvoir dans le système international, en revendiquant une meilleure représentation de leurs intérêts au sein des institutions multilatérales (Banque mondiale, G20, FMI, Nations unies) ou encore en recherchant d'une manière générale à renforcer leurs liens politiques par de nouvelles alliances stratégiques. L'émergence d'une diplomatie des BRICS en est l'illustration³², de même que l'aspiration des puissances régionales comme le Brésil, le Nigéria ou l'Afrique du Sud au statut de membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies³³.

interpellé et fait incarcérer des responsables politiques de premier plan. Voir notamment «Nigeria's Olusegun Obasanjo: Fighting corruption is not a one-night affair», *The Guardian*, 27 juin 2012,

<http://www.guardian.co.uk/global-development/2012/jun/27/nigeria-olusegun-obasanjo-fighting-corruption> ;

Voir également le rapport de *Human Rights Watch* paru en août 2011, sur l'EFCC, qui évalue les avancées et lacune de cette institution : «Corruption on Trial? The Record of Nigeria's Economic and Financial Crimes Commission», *Human Rights Watch*, août 2011, <http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/nigeria0811WebPostR.pdf>

28. Udo Jude Ilo, *Open Society Initiative for West Africa* (OSIWA), échange de vues, 5 octobre 2012.

29. *The Military balance*, The International Institute for strategic studies, London, 2013.

30. La mission de l'ECOMOG au Liberia, entre 1993 et 1997, a également été la première expérience d'un déploiement des soldats de la paix de l'ONU aux côtés de troupes d'une organisation sous-régionale. Voir Rosemary Nuamah, (rapporteur), «Nigeria's Foreign Policy after the Cold War: Domestic, Regional and External Influences», *International Peace Institute*, Oxford, juillet 2003, p. 12-13,

http://www.ipinst.org/media/pdf/publications/nigerias_foreign_policy.pdf ;

<http://www.africaprogresspanel.org/fr/le-panel/general-olusegun-obasanjo/>

32. Christophe Jaffrelot, « La diplomatie des pays émergents », intervention au Colloque « Les États émergents: vers un basculement du monde ? », 10 décembre 2012,

http://www.fondation-res-publica.org/La-diplomatie-des-pays-emergents_a700.html

33. Ronak Gopaldas, « Nigeria is poised to become Africa's most powerful nation », *Business Day*, 4 janvier 2012,

<http://www.bdlive.co.za/articles/2012/01/04/ronak-gopaldas-nigeria-is-poised-to-become-africa-s-most-powerful-nation>

2. Le Nigéria comme puissance régionale

L'échelon régional constitue communément l'un des leviers d'affirmation de puissance pour certains États pivots, dont l'ambition est de tenir un rôle d'influence à un niveau plus global dans les relations internationales. À bien des égards, le Nigéria répond à la définition d'État pivot, statut qui détermine éminemment sa politique extérieure:

«Les États pivots peuvent être considérés comme des pays destinés – en raison de leur emplacement stratégique, de leur potentiel économique et démographique, et des préférences politiques – comme des nœuds importants de la croissance économique et d'importants facteurs structurants de la géopolitique dans les principales régions du monde »³⁴.

De plus, un État pivot revêt une importance telle, au niveau régional, que son effondrement peut générer l'instabilité dans les pays voisins. À l'inverse, sa prospérité et sa stabilité tendent à renforcer la vitalité économique et l'équilibre politique de toute sa sous-région³⁵. Dans le cas du Nigéria, il existe une interdépendance particulièrement étroite avec ses voisins immédiats, sur le plan à la fois économique et sécuritaire. Elle peut être illustrée par l'impact négatif de la fermeture des frontières nigérianes sur les économies de ces États, à l'occasion notamment des mesures ponctuelles d'urgence, visant à contrôler le mouvement des activistes du groupe Boko Haram³⁶.

La situation géographique du pays, au cœur du complexe sécuritaire du golfe de Guinée, en fait à la fois un facteur de stabilité sous-régionale et paradoxalement un vecteur potentiel des tensions vers les autres pays riverains³⁷. Des incidents meurtriers survenus depuis le premier semestre 2012 dans ces zones frontalières, confirment les risques d'une déstabilisation des pays voisins à partir des foyers de tensions nigériens.

34. « Pivotal powers can be understood as countries destined — by reason of their strategic location, economic and demographic potential, and policy preferences — to be significant nodes of economic growth and important shapers of geopolitics in key regions of the world ». Jolyon Ford, «Nigeria: a 'pivotal power' in emerging markets? », *African arguments*, 1 mars 2012, <http://africanarguments.org/2012/03/01/Nigeria-a-%E2%80%98pivotal-power%E2%80%99-in-emerging-markets-by-jolyon-ford-at-oxford-analytica/>

35. Maxi Schoeman, «South Africa as an Emerging Middle Power», *African Security Review* Vol 9 No 3, 2000, Department of Political Studies, Rand Afrikaans University, Johannesburg, <http://www.iss.co.za/pubs/asr/9no3/samiddlepower.html>

36. Uyo Salifu, «Border porosity and Boko Haram as a regional threat», *Institute for Security Studies* (ISS), 2 mai 2012, http://www.issafrica.org/iss_today.php?ID=1489&utm_source=ISS%2BWeekly&utm_medium=email&utm_term=ISS%2BToday%2B28%2BMay&utm_content=ISS%2BToday%2B28%2BMay&utm_campaign=ISS%2BToday%2B28%2BMay. Dans les régions excentrées du Nord du Cameroun et du sud du Niger, notamment, les échanges économiques se font davantage avec le Nigéria, situé à proximité, qu'avec les centres urbains et commerciaux des pays respectifs. De nombreux travailleurs s'expatrient ordinairement pour trouver du travail au Nigéria ou des débouchés pour leur production (bétail, produits laitiers et agricoles), tandis que la monnaie la plus courante dans les transactions est le naira nigérian. Voir également : « Nigéria : état d'urgence et frontières fermées », *RFI*, le 2 janvier 2012, <http://www.rfi.fr/afrique/20120102-nigeria-etat-urgence-frontieres-fermees>; « Niger: Conséquences de la fermeture de la frontière nigériane pour les marchands de Diffa », *IRIN*, le 21 février 2012, <http://www.irinnews.org/fr/Report/94916/NIGER-Cons%C3%A9quences-de-la-fermeture-de-la-fronti%C3%A8re-nig%C3%A9riane-pour-les-marchands-de-Diffa>

37. Pierre Cherruau, « Pourquoi le Nigéria fait peur à ses voisins », *Slate Afrique*, 6 août 2012, <http://www.slateafrique.com/80851/pourquoi-nigeria-peur-ses-voisins>

Le 10 avril 2012, une attaque attribuée au groupe Boko Haram a fait 5 morts à Banki dans l'État de Borno, elle ciblait le poste de police de cette localité frontalière avec le Cameroun³⁸. Une partie de la population avait trouvé refuge à Amchidé, la ville camerounaise voisine dont l'espace et les habitations se confondent avec ceux de la localité nigériane de Banki³⁹.

Le 30 avril 2012, une attaque à la bombe également attribuée à Boko Haram, et qui visait un convoi de la police, a fait une dizaine de victimes dans l'État de Taraba, qui jouxte le Cameroun⁴⁰. Début août 2012, deux membres présumés du groupe Boko Haram qui tentaient de faire passer des armes au Nigéria, ont été tués lors d'une fusillade avec les forces de l'ordre à la frontière avec le Tchad⁴¹. En octobre 2012, le Nigéria et le Niger ont également conclu un accord pour la mise en place de patrouilles communes à leur frontière, en vue de contrer les activités du groupe Boko Haram et celles menées par d'autres groupes terroristes dans la région⁴². Un accord similaire a été établi avec le Cameroun en avril 2011 avec la création d'un comité de sécurité transfrontalière⁴³.

2.1 La stratégie nigériane de puissance : entre hégémonie coopérative et tropisme panafricain

2.1.1 Le Nigéria et la création de la CEDEAO

La politique étrangère est l'instrument par lequel les États peuvent en partie façonner leur environnement politique international. Elle est un indicateur de leur capacité d'influence sur la scène mondiale. Depuis l'indépendance acquise du Royaume-Uni le 1^{er} octobre 1960, le Nigéria cultive dans son approche des relations internationales et régionales, l'idée d'une vocation naturelle à exercer une hégémonie sur la sous-région ouest-africaine, tout en assumant le rôle de porte-voix de l'ensemble du continent vis-à-vis de l'extérieur⁴⁴.

38. Cinq morts dans une attaque imputée au groupe islamiste Boko Haram, *Jeune Afrique*, le 11 avril 2012, <http://www.jeuneafrique.com/actu/20120411T153927Z20120411T153925Z/>

39. Grégoire Djarmaila, « Boko Haram frappe à la frontière du Nigeria avec le Cameroun », *Cameroon Tribune*, le 11 avril 2012, http://www.cameroon-tribune.cm/index.php?option=com_content&view=article&id=67806:boko-haram-frappe-aux-portes-du-cameroun

40. Boko Haram: Regional force 'should help Nigeria, *BBC*, 1er mai 2012, <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-17906504>

41. Deux islamistes nigériens tués à la frontière avec le Tchad, *Slate Afrique*, le 1er août 2012, <http://www.slateafrique.com/92079/deux-islamistes-nigeriens-tues-la-frontiere-avec-le-tchad>

42. Le Nigeria et le Niger signent l'accord pour les patrouilles antiterroristes conjointes à leur frontière, *Xinhua*, 19 octobre 2012, <http://www.afriquinfos.com/articles/2012/10/19/nigeria-niger-signent-laccord-pour-patrouilles-antiterroristes-conjointes-leur-frontiere-211630.asp>

43. Le Cameroun et le Nigeria déterminés à sécuriser leur frontière commune, *Xinhua*, le 7 avril 2011, <http://www.afriquinfos.com/articles/2011/4/7/nigeria-175438.asp>

44. L'idée de l'Afrique comme point d'ancrage de la politique étrangère du Nigéria a été forgée par le Premier ministre des Affaires étrangères nigérien Aja Wachukwu, dans un contexte de persistance des liens coloniaux et des luttes pour l'indépendance sur le continent, mais aussi de lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Voir Atah Pine, « Nigeria Foreign Policy, 1960-2011: Fifty One Years of Conceptual Confusion ». *Modern Ghana*, 4 octobre 2011, <http://www.modernghana.com/news/354264/1/nigeria-foreign-policy-1960-2011-fifty-one-years-o.html>

En tant que nation la plus peuplée d'Afrique, le Nigéria s'est senti une responsabilité particulière, et ses dirigeants se sont attachés à jouer un rôle plein et actif au sein de la communauté internationale, au bénéfice de toute l'Afrique⁴⁵. Deux axes ont constitué jusqu'ici les points d'ancrage de sa politique extérieure : l'intégration régionale et l'agenda de paix et sécurité (l'aspiration du pays à un rôle de premier plan dans le maintien de la paix et la résolution des conflits), tant au niveau régional que global.

D'une manière générale, la politique étrangère du Nigéria envers ses voisins s'est caractérisée, dès la première moitié des années 1960, par la recherche d'un cadre de coopération. Le Nigéria a ainsi été à l'initiative de structures de concertation visant une exploitation organisée des ressources hydriques partagées par les pays de la sous-région, comme l'illustre la création, dès 1964, de la Commission du bassin du fleuve Niger et de la Commission du bassin du lac Tchad en 1965⁴⁶.

Le Nigéria figure surtout parmi les pays promoteurs, en mai 1975, de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), dont le siège est établi à Abuja, sa capitale fédérale. Intervenant à la suite de la guerre civile fratricide, qui a frappé le Nigéria de 1967 à 1970, la création de la CEDEAO – et le processus d'intégration régionale qu'elle ambitionne – se voulait un antidote au fossé qui séparait alors les pays francophones et anglophones d'Afrique de l'Ouest, mais surtout un moyen de réduire l'influence française dans la région⁴⁷. Les divergences d'intérêts opposant le Nigéria et certains pays francophones, considérés comme des supplétifs de la France dans la sous-région, avaient d'ailleurs culminé dans le soutien apporté par Paris aux sécessionnistes de l'éphémère État du Biafra, dans le sud-est nigérian⁴⁸.

Cette tentative de sécession de la riche région pétrolière, avait déclenché une guerre civile de trois ans ainsi qu'une famine dévastatrice qui, ensemble, auraient causé plus d'un million de morts⁴⁹.

L'alliance et l'intégration dans un cadre institutionnel commun est donc le principal mode d'action choisi par le Nigéria dans sa politique d'influence sous-régionale pour contrer celle de Paris. Comme le souligne le politologue Detlef Nolte du *German Institute for Global and Areas studies* (GIGA), les politiques d'alliances et d'institutionnalisation régionales font partie des ressources stratégiques des puissances moyennes, désireuses de sécuriser leur espace politique, et constituent un moyen de contenir l'influence d'autres États plus puissants ou concurrents⁵⁰.

45. Voir Rosemary Nuamah, (rapporteur), «Nigeria's Foreign Policy after the Cold War: Domestic, Regional and External Influences», *International Peace Institute*, Oxford, juillet 2003, p. 12-13, http://www.ipinst.org/media/pdf/publications/nigerias_foreign_policy.pdf

46. Rosemary Nuamah, op. cit. p. 11.

47. Ibidem.

48. Jide Osuntokun, «A hegemon in a peripheral region: Future of Nigeria's foreign policy», *The Nation*, 28 mars 2013, <http://thenationonlineng.net/new/jide-osuntokun/a-hegemon-in-a-peripheral-region-future-of-nigerias-foreign-policy-1/>

49. Jean-Marc Balencie et Arnaud de La Grange, « Mondes rebelles – acteurs, conflits et violences politiques », *Michalon*, Paris, 1996, p. 310.

50. Detlef Nolte, «How to compare regional powers: analytical concepts and research topics», *Review of International Studies*, Hamburg, 2010, p. 895, http://www.giga-hamburg.de/dl/download.php?d=/content/staff/nolte/publications/how_to_compare_nolte.pdf

La notion d'hégémonie coopérative permet de rendre compte de cette forme « douce » de domination et d'influence régionale par le biais d'arrangements institutionnels, portés par un projet d'intégration à long terme. « Ceci est particulièrement important pour les puissances régionales émergentes, qui veulent augmenter leur influence dans la politique mondiale.

Une domination basée sur l'hégémonie coopérative est plus stable et plus légitime parce qu'elle coopte d'autres pays via des incitations positives, car elle garantit la stabilité dans la région, et parce qu'elle rend [en principe] plus difficile la constitution de contre-alliances à l'intérieur de la région ou à l'extérieur avec les États de la région »⁵¹.

Le mode d'influence du Nigéria dans sa sous-région s'apparente ainsi à la figure du « soft power », s'appuyant sur sa puissance économique, sur la présence d'une diaspora entreprenante dans les pays de la sous-région, sur le renforcement des institutions sous-régionales – le Secrétariat exécutif de la CEDEAO, la Cour de justice de la CEDEAO, etc. – établies sur son territoire, mais aussi sur l'influence de son industrie culturelle⁵². La puissance militaire nigériane apparaît dès lors comme largement subordonnée à une conception collective de la prévention des conflits. En effet, on ne dénombre aucun cas d'intervention de l'armée nigériane hors de ses frontières, et en dehors d'un mandat Onusien de la CEDEAO ou de l'Union africaine. (Voir infra, le point relatif à la prévention des conflits).

Le Nigéria reste par ailleurs le plus important contributeur au budget de la CEDEAO, assurant près de 60% de ses coûts de fonctionnement⁵³. En 1976, le Nigéria a également créé, en accord avec la Banque africaine de développement (BAD), le *Nigeria Trust Fund* (NTF) ou Fonds spécial du Nigéria (FSN). Son objectif est de soutenir les efforts de développement des pays membres de la CEDEAO à faible revenu nécessitant des financements à taux concessionnels⁵⁴. Si à l'origine, le capital du fonds était de 80 millions de dollars, il s'élevait fin mars 2010, à 200 millions de dollars⁵⁵.

Il importe de rappeler que, de la fin des années 1960 au début des années 1990, le Nigéria a connu près de deux décennies de régime militaire, interrompues par un court intermède de gouvernement civil entre 1979 et 1983, avant le rétablissement du régime démocratique en 1999. La politique extérieure du pays est restée cependant constante et caractérisée par le souci des relations de bon voisinage avec les pays de la sous-région, ainsi que l'option préférentielle pour le continent africain⁵⁶.

51. Ibidem, p. 895-896.

52. Cependant la faible articulation entre la politique étatique nigériane et les initiatives des acteurs privés, dont les réseaux informels, est jugée trop lâche par certains analystes, qui concluent dans le cas du Nigéria, à une forme « d'influence sans pouvoir », dans la conduite des affaires régionales. Voir Daniel C. Bach, «Nigeria's 'manifest destiny' in West Africa: dominance without power», Institute of African Affairs, Hamburg, 2007, http://www.gigahamburg.de/dl/download.php?d=/openaccess/afrikaspectrum/2007_2/giga_as_2007_2_bach.pdf

53. Basse Udo and Ini Ekott, «Nigeria, ECOWAS' largest donor, continually outsmarted by smaller West-African countries», *Premium times*, 4 février 2013, <http://premiumtimesng.com/news/118585-nigeria-ecowas-largest-donor-continually-outsmarted-by-smaller-west-african-countries.html>

54. <http://www.afdb.org/en/about-us/Nigeria-trust-fund-ntf/>

55. Ibidem.

56. Atah Pine, «Nigeria Foreign Policy, 1960-2011: 51 Years of Conceptual Confusion», *Modern Ghana*, 4 octobre 2011, <http://www.modernghana.com/news/354264/1/nigeria-foreign-policy-1960-2011-fifty-one-years-o.html>

Grâce aux ressources de l'exploitation pétrolière, le Nigéria a ainsi soutenu activement les mouvements de libération nationale qui luttèrent pour l'indépendance : le *Movimento Popular de Libertação de Angola* (MPLA) en Angola, le *Frente de Libertação de Moçambique* (FRELIMO) au Mozambique, la *South-West African People's Organisation* (SWAPO) en Namibie et l'*African National Congress* (ANC) en Afrique du Sud, alors en lutte contre l'apartheid⁵⁷.

Cet activisme dispendieux, mâtiné de bons sentiments, est devenu la cible de critiques croissantes dans l'opinion nigérienne à partir de la fin des années 1990, faisant valoir la nécessité d'articuler davantage la politique extérieure et la défense des intérêts vitaux du pays dans une perspective de prospérité économique bénéficiant à ses ressortissants : « *Le développement économique et le bien-être du Nigéria devraient désormais être le pilier de notre politique étrangère [...] En définitive, la politique étrangère du Nigéria devrait tendre à créer des avantages pour l'amélioration des conditions de la population. Elle ne devrait plus se concentrer sur l'Afrique sans des objectifs politiques clairement définis.* »⁵⁸

Comme le souligne l'historien et ancien diplomate Jide Osuntokun, « le Nigéria a toujours suivi une politique d'abnégation vis-à-vis des autres pays africains, tant au sein de la CEDEAO que de l'UA ⁵⁹ ».

Ainsi, le pays s'est le plus souvent soustrait de la compétition pour le poste de Secrétaire général, de la CEDEAO comme de l'Union africaine (UA), pour laisser le champ libre aux petites et moyennes nations africaines, dans l'optique d'un renforcement de la solidarité et du sentiment d'appartenance au projet régional et sous régional⁶⁰.

Cette posture volontariste et conciliante de la politique étrangère du Nigéria – héritée du contexte de la décolonisation –, s'est trouvée en inadéquation avec le nouveau contexte de la globalisation, au tournant des années 1990. Elle a été à ce titre remise en question par l'opinion nigérienne et par nombre d'analystes⁶¹.

57. Ibidem. Ce soutien aux pays en lutte pour leur indépendance a pu aussi constituer un mode de légitimation pour les différents régimes militaires nigériens vis-à-vis des opinions africaines.

58. « *The economic development and well-being of Nigeria should henceforth be the mainstay of our foreign policy [...] Finally, Nigerian foreign policy should aim at creating benefits for the betterment of the people. It should no longer focus on Africa without clearly defined policy objectives.* »

59. Jide Osuntokun, « A hegemon in a peripheral region: Future of Nigeria's foreign policy », *The Nation*, 28 mars 2013, <http://thenationonline.net/new/jide-osuntokun/a-hegemon-in-a-peripheral-region-future-of-nigerias-foreign-policy-1/>

60. Olugbenga Ashiru, « Nigeria's foreign policy: in decline or robust? », *Vanguard*, 13 mai 2013, <http://www.vanguardngr.com/2013/05/Nigerias-foreign-policy-in-decline-or-robust/>

61. « Nigeria's Foreign Policy », *This Day Live*, Editorial, 10 juin 2011, <http://www.thisdaylive.com/articles/Nigeria-s-foreign-policy/92976/>; L'absence de réciprocité de la part des pays bénéficiaires des largesses du Nigéria est un argument récurrent de ces critiques, dans un contexte régional marqué aussi par une relative inimitié des populations des pays concernés à l'endroit des ressortissants nigériens.

2.1.2 Entre tournant démocratique et diplomatie économique

À la faveur des processus de démocratisation qu'a connu le continent, au tournant des années 1990, la diplomatie nigériane s'est distinguée – notamment sous l'impulsion du président Olusegun Obasanjo (de 1999 à 2007) – par son dynamisme et par l'importance accordée à la thématique de la démocratisation, ainsi que par une implication constante dans différents processus de médiation et de gestion des conflits (Guinée Bissau, Guinée, Togo, Mozambique, Burundi, etc.)⁶².

Le contexte est aussi celui de la révision du Traité de la CEDEAO, dont la nouvelle mouture intègre désormais la coopération politique, la paix et la sécurité régionales comme axes majeurs⁶³. Confrontée à une instabilité, liée notamment à la résurgence de coups d'État militaires et aux crises de gouvernance dans certains pays, la CEDEAO a réalisé en effet que la paix et la sécurité étaient des conditions préalables au développement économique et au progrès social. La mise en place d'un système sous-régional efficace de paix et de sécurité s'affirme ainsi comme le complément nécessaire à la coopération économique. Le Traité révisé donne formellement à la CEDEAO la responsabilité de prévenir et de régler les conflits internes à la communauté⁶⁴.

Le président nigérian Olusegun Obasanjo a joué un rôle majeur tant au niveau sous-régional que dans la redynamisation de l'Union africaine, notamment dans l'adoption du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) conçu pour promouvoir et diffuser les idéaux de démocratie et de bonne gouvernance⁶⁵.

S'associant pour l'occasion à l'Afrique du Sud de Thabo Mbeki, le Nigéria d'Obasanjo s'est positionné, au tournant des années 2000, comme l'interlocuteur des puissances du G8 et le porte-voix d'une meilleure réinsertion du continent africain dans le contexte de la mondialisation⁶⁶.

Le Président Goodluck Jonathan, élu en mai 2011, a réaffirmé le rôle central de l'Afrique, dans la politique étrangère du Nigéria et repris à son compte les thèmes de la paix, de la stabilité politique et du développement socio-économique comme piliers de la politique étrangère du pays : « *L'Afrique reste la pièce maîtresse de notre politique étrangère et j'ai toujours cru que si de réels progrès et le développement doivent advenir en Afrique, nous devons les initier nous-mêmes. Nous ne pouvons pas continuer à attendre que d'autres le fassent pour nous* »⁶⁷.

62. <http://www.africaprogresspanel.org/fr/le-panel/general-olusegun-obasanjo>

63. Madeleine Odzolo MODO, fiche d'information sur la CEDEAO, *Réseau de recherche sur les opérations de paix (ROP)*, juin 2010, <http://www.operationspaix.net/2-fiche-d-information-de-l-organisation-cedeo.html>

64. Le Protocole relatif au Mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité adopté le 10 décembre 1999 par les chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO complète ce cheminement et organise concrètement la constitution et le déploiement, en cas de nécessité, d'une force civile et militaire pour maintenir ou rétablir la paix dans la sous-région.

65. <http://www.iag-agi.org/spip/IMG/pdf/Policy-Brief-N-2-Le-MAEP-10-ans-apres.pdf>

66. «Obasanjo Urges G8: Commit to More Debt Relief, Aid and Trade», *The Commonwealth*, 7 juillet 2005, http://www.thecommonwealth.org/news/190628/163075/144405/obasanjo_visit.htm

67. Leon Usigbe, «Africa remains central to Nigeria's foreign policy – Jonathan», *Nigerian Tribune*, 8 juin 2012, <http://www.tribune.com.ng/index.php/news/42265-africa-remains-central-to-nigerias-foreign-policy-jonathan>

Toutefois, l'ambition de bâtir une économie forte est affirmée comme ligne de conduite de la politique étrangère nigériane. Celle-ci s'oriente désormais vers l'attraction et l'accroissement des investissements directs étrangers, en vue de répondre aux demandes croissantes de la population et aux défis internes liés notamment à une fracture sociale persistante⁶⁸.

L'influence mondiale grandissante de la Chine, du Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du Sud, offre ainsi de réelles opportunités à la seconde économie du continent africain, pour étendre sa part dans l'économie mondiale⁶⁹. La diversification d'accords bilatéraux avec les émergents et les partenaires traditionnels du Nigéria a généré en 2012, l'afflux de 9 milliards de dollars d'investissements directs étrangers au Nigéria, en dépit d'un contexte sécuritaire difficile⁷⁰. L'ouverture aux investissements des pays émergents n'est cependant pas exempte d'écueils, comme l'illustre la dénonciation par Lamido Sanusi, le Gouverneur de la Banque centrale du Nigéria, des relations commerciales qu'il considère inégales entre la Chine et les pays d'Afrique⁷¹. Ainsi, afin de d'assurer que ses ressources en hydrocarbures notamment, profitent un maximum au pays, le gouvernement nigérien a instauré le « *Nigeria's local content* », une mesure qui impose qu'une large majorité de l'activité liée à la production de pétrole et de gaz soit assurée par la main d'œuvre locale⁷².

2.2 Prévention et résolution des conflits : la Pax Nigeriana à l'épreuve des nouvelles crises régionales

2.2.1 Le Nigéria et le maintien de la paix dans la CEDEAO

Le Nigéria est de loin le premier pays africain pourvoyeur de troupes pour les missions de maintien de la paix de l'ONU, domaine dans lequel le pays s'est bâti une solide réputation. La première opération à laquelle ont participé les troupes nigériennes remonte à la crise congolaise de 1960, quelques jours seulement après la proclamation de l'indépendance nigérienne. Cinquante ans plus tard, en avril 2013, le Nigéria comptait plus de 6 000 soldats servant dans diverses opérations de maintien de la paix des Nations unies, au Soudan, en Somalie, au Mali et en Côte d'Ivoire, notamment⁷³.

68. Chinua Akukwe, «Nigeria: The Need for a Dynamic Foreign Policy», *The African executive*, 29 juillet 2011, <http://www.africanexecutive.com/modules/magazine/articles.php?article=5939>

69. Ronak Gopaldas, «Nigeria is poised to become Africa's most powerful nation», *Business Day*, 4 janvier 2012, <http://www.bdlive.co.za/articles/2012/01/04/ronak-gopaldas-nigeria-is-poised-to-become-africa-s-most-powerful-nation>

70. Amedu Ogbole Ode, «Nigeria's foreign policy: in decline or robust? », *Vanguard*, 14 mai 2013, <http://www.vanguardngr.com/2013/05/nigerias-foreign-policy-in-decline-or-robust-2/>

71. Adeline Raynal, « Le coup de gueule du gouverneur de la banque centrale du Nigéria contre l'impérialisme chinois en Afrique », *La Tribune*, 12 mars 2013, <http://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20130312trib000753514/le-coup-de-gueule-du-gouverneur-de-la-banque-centrale-du-nigeria-contre-l-imperialisme-chinois-en-afrique.html>

72. Ibidem.

73. Olugbenga Achiru, « Nigeria's foreign policy: new realities in a changing world », <http://www.safpi.org/news/article/2013/nigeria-s-foreign-policy-new-realities-changing-world#sthash.bv5jyl3w.dpuf>

Toutefois, c'est dans le cadre de l'ECOMOG, la force d'intervention de la CEDEAO – ou groupe de supervision du cessez-le feu de la CEDEAO créé en 1990 suite au déclenchement de la guerre civile au Liberia – que les troupes nigérianes se sont déployées pour la première fois comme forces de stabilisation en dehors des missions de paix onusiennes⁷⁴.

Lors de la création de l'ECOMOG, le Nigéria a fourni l'essentiel des effectifs, des équipements et du financement et en a naturellement assuré le commandement⁷⁵. Cependant, cette contribution à la résolution des conflits armés survenus au Libéria, en Sierra-Leone et en Côte d'Ivoire notamment, reste diversement appréciée⁷⁶. Au Libéria et en Sierra-Leone, les troupes de l'ECOMOG ont été accusées de partialité dans le conflit et même de violences envers les populations civiles⁷⁷. Cependant, d'une manière générale, cette force d'interposition a contribué au rétablissement d'une stabilité relative, en permettant, dans le cas du Liberia, l'instauration d'un cessez le feu et la tenue d'élections législatives et présidentielle en juillet 1997⁷⁸. En Sierra-Leone, l'ECOMOG a réinstallé au pouvoir, en février 1998, le président Ahmad Tejan Kabbah renversé par l'armée en mai 1997, en pleine guerre civile⁷⁹.

Les troupes de l'ECOMOG ont perdu plusieurs centaines d'hommes tandis que l'ensemble de ces interventions au Liberia et en Sierra Leone auraient coûté près de 8 milliards de dollars au Trésor nigérian⁸⁰.

Les diverses contraintes qui ont accompagné ces premières interventions ont rendu malaisée l'appréciation du rôle de l'ECOMOG et du Nigéria dans la stabilisation relative de ces zones de conflits. En effet, les premiers pas de l'ECOMOG ont été notamment émaillés de dissensions au sein de la CEDEAO elle-même : des pays comme le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire, qui soutenaient Charles Taylor (Président du Libéria de 1997 à 2003) s'opposaient au déploiement de l'ECOMOG, tandis que le Sénégal, le Mali, le Togo et le Bénin y étaient au contraire favorables. L'opération a été également confrontée à l'insuffisance des moyens, à la complexité de ces nouveaux types de conflits caractérisés par la multiplication de groupes armés financés et équipés grâce au trafic de ressources naturelles et minières ; et enfin, les contingents de l'ECOMOG ont été confrontés à la présence d'enfants soldats dans les rangs des forces rebelles.⁸¹

74. Felix Lima, « exploring the prospect for peace in West Africa: is ECOMOG the solution? », *Air command and staff college*, Alabama, mars 2002, http://dtlweb.au.af.mil//exlibris/dtl/d3_1/apache_media/L2V4bGlicmlzL2R0bC9kM18xL2FwYWNoZV9tZWRpYS81MDQ1MA==.pdf

75. Felix Lima, « exploring the prospect for peace in West Africa: is ECOMOG the solution? », *Op.cit.*, p. 14-15

76. *Ibidem*.

77. Gilles Olakounlé Yabi, « Le Rôle de la CEDEAO dans la gestion des crises politiques et des conflits : cas de la Guinée et de la Guinée Bissau », *Friedrich-Ebert-Stiftung*, Abuja, septembre 2010, p. 51, <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/Nigeria/07449.pdf>

78. Felix Lima, *op.cit.* p. 15

79. *Ibidem*.

80. Jide Osuntokun, « Hegemon in a peripheral region: Future of Nigeria's foreign policy », *The Nation*, 18 avril 2013, <http://thenationonline.net/new/jide-osuntokun/hegemon-in-a-peripheral-region-future-of-nigerias-foreign-policy-3/>

81. Felix Lima, *op.cit.*, p. 14-15 ; « Historique de l'opération ECOMOG Libéria », <http://www.operationspaix.net/20-historique-ecomog-liberia.html>

Toutefois, l'échec relatif de la mission de l'ECOMOG, lancée lors de la crise en Guinée-Bissau en 1999 et impliquant les troupes du Bénin, de la Gambie, du Niger et du Togo, mais à laquelle les troupes nigérianes n'avaient pas pris part, a démontré le rôle incontournable du Nigéria dans les initiatives sous-régionales de maintien de la paix⁸². Lors de cette mission, le contingent de l'ECOMOG, sans le Nigéria, a peiné à maîtriser le terrain guinéen et s'est retiré au bout de trois mois seulement. Dépourvues d'expérience dans les opérations de maintien de la paix, les forces régionales de l'ECOMOG en Guinée-Bissau ont par ailleurs souffert d'un manque de soutien logistique⁸³.

Avec ses 80 000 actifs, l'armée nigériane reste la plus forte d'Afrique de l'Ouest. Elle n'a jamais mené d'opérations offensives hors de ses frontières et en dehors de mandats liés à la gestion collective ou régionale de la sécurité. Dans le cas des tensions régionales et litiges frontaliers qui l'ont opposé à ses voisins immédiats, le Nigéria semble en effet avoir privilégié l'usage du « soft power ». Dans l'exemple particulier du litige relatif à la souveraineté sur la péninsule de Bakassi en golfe de Guinée, le Nigéria et le Cameroun voisin (20 millions d'habitants et une armée de 14 000 actifs), ont choisi de confier leur différend à l'arbitrage de la Cour internationale de justice (CIJ)⁸⁴. Au final, le Nigéria a rétrocédé pacifiquement ce territoire en août 2008, suite à décision de la CIJ qui lui était défavorable⁸⁵. Cette retenue contraste avec la rugosité de la répression des menaces internes au Nigéria, dans la région du delta du Niger ou dans la partie septentrionale du pays⁸⁶.

2.2.2 La diplomatie nigériane à l'aune des crises récentes

La position adoptée par le Nigéria dans la gestion des crises intervenues récemment en Afrique de l'Ouest et dans les régions proches, a fait l'objet de critiques diverses de la part de certains analystes, qui concluent au déclin de l'influence du Nigéria dans sa sous-région⁸⁷. Ces critiques procèdent sans doute d'une lecture précipitée du repositionnement en cours de la diplomatie nigériane, consciente que la mutation du contexte régional et les contraintes internes au pays appellent à une remise en perspective des paradigmes de la politique extérieure⁸⁸.

Pour Adekeye Adebajo, directeur exécutif du *Centre for Conflict Resolution* (Cape Town) et pourfendeur de la diplomatie de l'administration Goodluck, la récente intervention française au Mali, en janvier 2013, est le signe le plus patent de la perte d'influence du Nigéria dans la région ouest-africaine⁸⁹.

82. Rosemary Nuamah, op.cit. p13.

83. Felix Lima, op.cit., p 12.

84. Rosemary Nuamah, op.cit. p 13

85. Philippe Bernard, « Le Nigéria rétrocède la péninsule de Bakassi, zone riche en poisson et en pétrole, au Cameroun ». *Le Monde*, 15 août 2008, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2008/08/15/le-Nigeria-retrocede-la-peninsule-de-bakassi-zone-riche-en-poisson-et-en-petrole-au-cameroun_1084108_3212.html

86. Gillian Parker, Nigerian attacks highlight army weaknesses, *The Guardian*, 8 mai 2013, <http://www.guardian.co.uk/world/2013/may/08/nigeria-boko-haram-attack>

87. Amedu Ogbolo Ode, «Nigeria's foreign policy: in decline or robust? », *Vanguard*, 14 mai 2013, <http://www.vanguardngr.com/2013/05/nigerias-foreign-policy-in-decline-or-robust-2/>

88. Olugbenga Ashiru, Nigeria's foreign policy: new realities in a changing world, <http://www.safpi.org/news/article/2013/nigeria-s-foreign-policy-new-realities-changing-world#sthash.bv5jyl3w.Jo8dzydi.dpuf>

89. Adekeye Adebajo, «Sad deterioration of Nigeria's foreign policy», *Business Day*, 6 mai 2013, <http://www.bdlive.co.za/opinion/columnists/2013/05/06/sad-deterioration-of-nigerias-foreign-policy>

Bien que la neutralisation temporaire de la menace islamiste dans le nord du Mali soit dans l'intérêt conjoint des pays de la région et de leurs partenaires européens, l'intervention française s'apparente selon Adebajo, à une opération de type néocoloniale dans la zone d'influence du Nigéria. Le déploiement de troupes françaises pour protéger les mines d'uranium au Niger voisin, a rappelé les divers intérêts de la France dans la sous-région. Les 1 200 soldats mobilisés par Abuja dans le cadre de la force multinationale déployée au Mali, feraient ainsi figure, selon ce chercheur, de simples auxiliaires de la politique étrangère française dans la région et au Mali. « *La réponse du Nigéria à la crise du Mali a été subordonnée, faible et incohérente, et constitue une inversion de près de 40 années de politique étrangère du Nigéria* ». De plus, souligne l'auteur, au sein même de la CEDEAO, Abuja a semblé à la remorque du Burkina Faso qui assure l'essentiel des efforts de médiation dans la crise malienne⁹⁰.

La position du Nigéria dans la crise post-électorale ivoirienne de 2010-2011, ainsi que dans la crise libyenne de 2011, a également soulevé, pour certains critiques, la question de l'autonomie de la politique étrangère du Nigéria par rapport aux pays occidentaux⁹¹. Le soutien du Nigéria aux interventions militaires, française en Côte d'Ivoire et celle de l'OTAN en Libye, contre deux leaders africains accusés d'exactions contre leur propre population, a constitué à la fois un tournant stratégique mais aussi divisé les opinions sur le continent⁹².

Dans un passé relativement proche, le Nigéria redoutait principalement l'influence de la France dans la sous-région. Pour la première fois de son histoire, il s'est trouvé confronté à l'irruption de deux autres puissances régionales africaines, dans sa sous-région d'influence⁹³. Dans la crise ivoirienne en effet, l'Angola et l'Afrique du Sud soutenaient une solution négociée, en vue d'un partage du pouvoir entre Alassane Ouattara et Laurent Gbagbo, s'opposant à la France et au Nigéria qui défendaient, eux, la légitimité acquise dans les urnes par Alassane Ouattara⁹⁴.

En ce qui concerne la crise libyenne, la reconnaissance par le Nigéria du Conseil national de transition (CNT) – le gouvernement intérimaire des rebelles opposés au pouvoir de Mouammar Kadhafi –, avant même que l'Union africaine (UA) ait formulé une résolution sur la question, a constitué un autre point d'achoppement. L'Afrique du Sud s'est même alors inquiétée de la fragilisation de l'autorité globale de l'UA dans la conduite des affaires africaines⁹⁵.

90. Ibidem.

91. En Côte-d'Ivoire, la crise née du refus du président sortant, Laurent Gbagbo, de reconnaître sa défaite aux élections de 2010 trouvera finalement son dénouement avec l'éviction de ce dernier en avril 2011, à la faveur d'une intervention militaire française qui s'est produit sous les auspices de l'ONU, et aboutit au transfert de Gbagbo à la Cour pénale internationale à La Haye. Voir Jide Osuntokun, « Hegemon in a peripheral region: Future of Nigeria's foreign policy », *The Nation*, 25 avril 2013, <http://thenationonline.net/new/columnists/hegemon-in-a-peripheral-region-future-of-nigerias-foreign-policy-4/> ; Sabella Ogbobode Abidde, « Libya: Nigeria's Foreign Policy Faux Pas », *Nigeria Village square*, 30 août 2011, <http://nigeriavillagesquare.com/sabella-o-abidde/libya-nigerias-foreign-policy-faux-pas.html>

92. Jide Osuntokun, op.cit.

93. Ibidem

94. Adrien Hart, « Angola - Nigéria: les nouveaux rivaux ». *Slate Afrique*, 6 juin 2012, <http://www.slateafrique.com/87489/angola-Nigéria-les-nouveaux-rivaux-guinee-bissau>

95. Ronak Gopaldas, « Nigeria is poised to become Africa's most powerful nation », *Business Day*, 4 janvier 2012, <http://www.bdlive.co.za/articles/2012/01/04/ronak-gopaldas-nigeria-is-poised-to-become-africa-s-most-powerful-nation>

Du point de vue de la diplomatie nigériane toutefois, la position prise par Abuja se voulait en conformité avec la nouvelle politique du président Goodluck, fondée sur l'engagement à défendre la démocratie en Afrique⁹⁶.

En Côte d'Ivoire, le soutien du Nigéria au vainqueur proclamé de l'élection présidentielle, Alassane Ouattara, a empêché, selon Amedu Ogbole Ode, porte-parole du ministère nigérian des Affaires étrangères, un bain de sang dans ce pays. De plus, avec la présence supposée de près de trois millions de ressortissants nigériens dans le pays, l'intervention française en Côte d'Ivoire répondait à l'intérêt national du Nigéria. Le résultat immédiat a été la protection des ressortissants nigériens restés sur place, bien que les autorités d'Abuja affirment avoir aussi amorcé l'évacuation d'une partie d'entre eux dès l'éclatement de la guerre civile. S'agissant de la crise en Libye en 2011, la position officielle nigériane s'estime en cohérence avec les aspirations du peuple libyen à la liberté et à la démocratie : « *lorsque le leadership en Afrique et dans l'Union africaine était en plein désarroi, sans voie claire à suivre* », la reconnaissance du Conseil national de transition par le Nigéria à pousser d'autres pays africains à suivre l'exemple d'Abuja⁹⁷.

Cette nouvelle ligne de la politique extérieure nigériane récolte déjà des dividendes sur le plan politique et économique: « [En Côte d'Ivoire] *le Nigéria tire profit de la paix dans le pays en participant à sa reconstruction économique, tandis que les relations diplomatiques avec le gouvernement ivoirien ne cessent de s'améliorer. Des sociétés nigérianes investissent en Côte d'Ivoire, notamment dans le secteur pétrolier où deux sociétés nigérianes ont obtenu un permis d'exploitation. Le Nigéria envisage également d'envoyer une délégation commerciale en Libye pour participer aux efforts de reconstruction* »⁹⁸.

Enfin, s'agissant de la crise au Mali, le Nigéria avait condamné le coup d'État militaire de mars 2012 et a été l'architecte de l'accord-cadre qui a installé le gouvernement de transition à Bamako⁹⁹. Le Nigéria a engagé plus de 1 200 soldats dans la Mission internationale de soutien au Mali (MISMA) – cette force hétérogène composée de contingents originaires du Bénin, du Burkina Faso, du Niger, du Togo et du Sénégal renforcée d'un contingent de 2 000 soldats Tchadiens –, mandatée par l'ONU et a été dirigée par un officier nigérian, le major-général Shehu Abdulkadi¹⁰⁰.

Plutôt que d'accréditer la thèse d'un déclin de l'influence du Nigéria, il faudrait y voir une évolution de sa politique extérieure vers une approche plus pragmatique, qui privilégie plus que jamais le choix du multilatéralisme, mais aussi un positionnement formel en faveur de la démocratie – conforme aux principes défendus par la CEDEAO –, ainsi que la nécessaire défense des intérêts économique et stratégiques du pays.

96. Amedu Ogbole Ode, « Nigeria's foreign policy: in decline or robust? », *Vanguard*, 13 mai 2013, <http://www.vanguardngr.com/2013/05/nigerias-foreign-policy-in-decline-or-robust/>

97. Ibidem.

98. Ronak Gopaldas, op.cit, ibidem.

99. Amedu Ogbole Ode, op.cit, ibidem.

100. « Shehu Abdulkadir, un général multi-étoilé à l'assaut des jihadistes au Mali », *RFI*, 30 janvier 2013, <http://www.rfi.fr/afrique/20130129-mali-general-multi-etoile-assaut-jihadistes-niger-shehu-abdulkadir>

En outre, les énormes dépenses financières et les pertes humaines et matérielles encourues sans contrepartie, au Libéria et en Sierra Leone, ont à l'évidence laissé un impact dissuasif, comme l'indique les débats sur l'absence de réciprocité et de retombées pour le Nigéria dans la phase de reconstruction post-conflits de ces deux pays notamment¹⁰¹. Le rapprochement avec la France, constaté à l'occasion de la crise malienne ainsi que l'empressement des acteurs, Nigéria inclus, à passer de la MISMA – une opération sous commandement africain – à une opération de l'ONU, a pointé les limites actuelles de l'architecture sous-régionale de sécurité. Ce sont particulièrement l'interopérationalité des armées ouest-africaines et les capacités de la CEDEAO à financer la mission qui ont été en question¹⁰². Le Nigéria n'a d'ailleurs pas caché son souci d'éviter la charge financière de l'opération militaire au Mali...

3. Le Nigéria comme puissance émergente : perspectives et conclusions

Le statut géopolitique du Nigéria au cœur des dynamiques sous-régionales, impose le pays comme un acteur incontournable sur le plan diplomatique et militaire en Afrique de l'Ouest.

C'est principalement dans le domaine des opérations de maintien de paix que le Nigéria a choisi d'exercer ses capacités de projection militaire et se pose en puissance influente et stabilisatrice dans cette région en particulier et en Afrique en général. Les crises régionales récentes ont cependant révélé les limites d'une architecture sous-régionale de sécurité, largement dépendante des apports extérieurs, et dépourvues de ressources prévisibles et durables.

Cependant, en mai 2013, la création par l'Union africaine (bien qu'à contretemps), d'une Brigade africaine d'intervention rapide¹⁰³, pourrait constituer pour le Nigéria – en partenariat avec d'autres puissances régionales comme l'Afrique du Sud ou l'Éthiopie notamment – l'opportunité d'une remise en perspective des concepts stratégiques sous-régionaux, en vue d'une posture ou de pratiques innovantes à la mesure des nouveaux défis sécuritaires. L'apport décisif du Tchad à la MISMA offre un modèle inédit d'un décloisonnement des complexes de sécurité régionaux, qui pourrait inspirer de nouvelles collaborations transrégionales entre puissances africaines, au-delà des zones géographiques d'appartenance, et ce en fonctions des intérêts et défis communs.

En attendant, il reste toujours à résoudre l'épineuse question du financement des dispositifs régionaux de sécurité, plus que jamais contraints par des arbitrages cornéliens entre urgences socio-économiques internes et investissements dans l'optimisation des capacités sécuritaires collectives.

101. Atah Pine, « Nigeria Foreign Policy, 1960-2011: Fifty One Years of Conceptual Confusion ». *Modern Ghana*, 4 octobre 2011, <http://www.modernghana.com/news/354264/1/nigeria-foreign-policy-1960-2011-fifty-one-years-o.html>

102. Rémi Carayol, « Guerre au Mali : la MISMA, faible force », *Jeune Afrique*, 16 avril 2013, <http://www.jeuneafrique.com/Article/JA2727p017.xml0/>

103. J.R.T., Brigade africaine d'intervention rapide - L'Afrique trahie par ses armées, *Le Phare*, 29 mai 2013, http://www.7sur7.cd/index.php?option=com_content&view=article&id=46568:-brigade-africaine-dintervention-rapide-lafrique-trahie-par-ses-armees

L'économie constitue le second outil de projection régionale et mondiale pour la puissance nigériane. Partant d'une perspective d'intégration régionale marquée par la décolonisation, sa politique extérieure se recentre désormais sur les perspectives d'une insertion gagnante dans l'économie internationale. Avec ses énormes ressources naturelles et humaines, le Nigéria serait en mesure de soutenir un plan de développement qui le hisserait parmi les 20 premières économies du monde en 2050, selon les projections concordantes des organismes d'analyse prospective¹⁰⁴.

Cependant, pour que le Nigéria puisse réaliser son potentiel, les réformes amorcées pour créer un environnement institutionnel adéquat doivent être poursuivies, notamment dans le domaine du renforcement de l'État de droit, de la transparence, de l'amélioration des systèmes de santé et d'éducation, et enfin dans le développement de secteurs clés, comme celui de l'énergie¹⁰⁵. La productivité du Nigéria reste en effet tributaire d'infrastructures insuffisantes, d'une dépendance extrême aux ressources pétrolières et d'un accès aléatoire à l'énergie électrique¹⁰⁶. Par un investissement soutenu dans ces secteurs et la diversification de l'économie, le Nigéria pourrait réaliser son potentiel.

Le renforcement d'une coopération amorcée avec les émergents – Chine, Inde, Brésil – pourrait favoriser un développement axé sur le transfert de technologies¹⁰⁷.

Enfin, la posture prise par le Nigéria en faveur de la promotion et de la consolidation de la démocratie sur le continent, constitue un point d'ancrage porteur de légitimation tant sur le plan interne, régional, qu'international. Elle pourrait stimuler l'engagement durable des partenaires internationaux aux côtés du Nigéria, et renforcer le rôle et la visibilité du pays, comme acteur de la stabilité et de la sécurité régionale en Afrique.

Toutefois, le défi du terrorisme, l'activisme des groupes armés sur son territoire et la piraterie dans la zone méridionale du golfe de Guinée, représentent des menaces sérieuses pour les ambitions régionales et internationales du Nigéria. Pour préserver sa crédibilité en tant que puissance structurante et stabilisatrice de sa sous-région, le Nigéria devra apporter à très brève échéance, des réponses durables à ces problèmes de sécurité intérieure.

* * *

104. Voir notamment le rapport 2013 de PricewaterhouseCoopers (PwC), *The World in 2050 The BRICs and beyond: prospects, challenges and opportunities*, <http://www.pwc.com/gx/en/world-2050/the-brics-and-beyond-prospects-challenges-and-opportunities.jhtml>

105. Ibidem.

106. Tomi Oladipo, « Could Nigéria join Brics nations? », *BBC*, 26 mars 2013, <http://www.bbc.co.uk/news/business-21939090>

107. Olugbenga Ashiru, *Nigeria's foreign policy: new realities in a changing world* <http://www.safpi.org/news/article/2013/nigeria-s-foreign-policy-new-realities-changing-world#sthash.bv5jyI3w.Jo8dzydi.dpuf>



Avec le soutien du

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères

Direction de la coopération
au développement

Michel Luntumbue est chargé de recherche au GRIP dans l'axe « Paix et conflits en Afrique ». Ses travaux au GRIP portent sur les thématiques de la sécurité humaine, la prévention des conflits et le renforcement de l'État de droit dans les pays d'Afrique centrale et occidentale.

Le **Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)**, créé en 1979, est un centre de recherche indépendant reconnu comme organisation d'éducation permanente par le Ministère de la Communauté française de Belgique. Le GRIP a pour objectif d'éclairer citoyens et décideurs sur les problèmes souvent complexes de défense et de sécurité, et souhaite ainsi contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr en soutenant les initiatives en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements. Le GRIP est composé d'une équipe de 22 collaborateurs permanents, dont 14 chercheurs universitaires, ainsi que de nombreux chercheurs-associés en Belgique et à l'étranger. < www.grip.org >